

M|e|s|u|r|e.

Prenez notre temps.

Hebdomadaire indépendant · Dimanche 31 mai 2026 · N° 04

AU SOMMAIRE

- 02 Lueurs — une lune bleue, contraception, IA, cinéma sobre
- 03 L'essentiel du monde — Cuba, ONU/Israël, Pologne
- 04 À nos portes — sénatoriales, SMIC, justice et syndicats
- 05 Comment va la planète — Brésil, océans
- 06 Sciences & idées — une encyclique sur l'IA, la pseudoscience à l'université
- 07 Culture I — Lire & penser — Edgar Morin
- 08 Culture II — Voir & écouter — Colony, Björk
- 09 Sport & exploits — Ligue des champions, Roland-Garros
- 10 L'analyse de la semaine — Le grand report
- 13 La Mesure — 51 %

À LA UNE DE CE NUMÉRO

Le grand report

Le dérèglement n'est plus niable depuis longtemps ; la canicule de mai n'a fait que le rappeler. Alors le déni a changé de cible : il ne nie plus le désordre, il promet un futur correctif. Capture du carbone, hydrogène, puits forestiers — autant de techniques qui n'existent pas à grande échelle, ou qui s'effondrent. Ce n'est pas une solution. C'est un report. Et un report se paie en temps.

Lueurs

Quatre choses qui ont aussi eu lieu cette semaine.

A. Une lune bleue, ce week-end, et le goût du rare

Dans la nuit du samedi 30 au dimanche 31 mai 2026 se lève une lune bleue — la deuxième pleine lune d'un même mois civil, après celle du 1er mai. Le nom trompe : la lune ne vire pas au bleu. Il vient d'une vieille expression anglaise, « once in a blue moon », qui désigne ce qui n'arrive presque jamais — et de fait, la prochaine lune bleue calendaire n'est attendue qu'en décembre 2028. Celle-ci a une autre singularité : c'est aussi la pleine lune la plus éloignée de la Terre de l'année, donc la plus petite et la plus pâle. Une lune rare, et discrète. Le pic exact tombe le 31 à 10 h 45, en plein jour ; il faut donc lever les yeux la veille au soir, loin des lampadaires, sans aucun instrument. Toute une rubrique tient dans cette image : les belles choses, parfois, ne se montrent qu'à qui prend le temps de regarder.

Sources — US Naval Observatory ; NASA.

B. Le premier stérilet masculin est français

Une équipe du CHU de Lille a présenté en mai 2026 le premier « stérilet » masculin au monde. Baptisé STEOM et conçu par l'andrologue Julie Prasivoravong après quatre ans de recherche, le dispositif — quelques centimètres, posé en une quinzaine de minutes sous anesthésie locale — obstrue mécaniquement les canaux déférents au lieu de les sectionner, contrairement à la vasectomie. Sans hormones, réversible, il tient environ trois ans et n'affecte ni la libido ni la sexualité. L'enjeu dépasse la technique : en France, la contraception repose encore très largement sur les femmes. La prudence s'impose pourtant sur le calendrier — breveté en 2025, le dispositif sera d'abord éprouvé sur l'animal, la première pose humaine n'étant pas attendue avant 2030 et la mise sur le marché pas avant 2033. Une promesse, donc, plus qu'une solution disponible.

Sources — franceinfo (29 mai 2026) ; CHU de Lille.

C. Hollywood pose des limites à l'IA

Trois ans après la grève qui a paralysé Hollywood, le syndicat des acteurs américains — la SAG-AFTRA, plus de 160 000 membres — et les studios ont trouvé un terrain d'entente sur l'intelligence artificielle, à l'occasion d'un accord salarial. Le texte, qui entrera en vigueur en juillet s'il est ratifié, ne bannit pas l'IA mais l'encadre. La reproduction numérique d'un artiste, vivant ou disparu, exigera son consentement et une rémunération ; les personnages entièrement synthétiques, fabriqués à partir de données d'entraînement, seront réservés à des cas « exceptionnels » ; et la voix d'un acteur ne pourra plus être doublée dans une autre langue sans son accord. Studios et plateformes reconnaissent que l'essentiel du travail doit rester humain. Ce n'est pas une loi, mais un contrat — négocié, révocable. À défaut de règle commune sur l'IA, un secteur s'en fabrique une.

Sources — franceinfo Culture (avec AFP), 30 mai 2026.

D. À Cannes, un prix pour les tournages sobres

Le 15 mai 2026, en marge du Festival de Cannes, le Prix Ecoprod a récompensé pour sa cinquième édition un cinéma qui soigne ses coulisses autant que ses images. Treize films de toutes les sections du festival concouraient pour la qualité de leur démarche environnementale. Le jury a distingué Soudain, de Ryūsuke Hamaguchi, dont le tournage a réduit ses émissions de 35 % et décroché deux étoiles au Label Ecoprod — audité par l'Afnor, soutenu par l'Ademe ; une mention spéciale est allée à Notre Salut, d'Emmanuel Marre. Mobilité, décors, restauration, stockage des données : l'éco-production cesse peu à peu d'être un supplément d'âme pour devenir un standard de fabrication.

Sources — Ecoprod ; Boxoffice Pro ; Mediakwest.

L'essentiel du monde

Trois actualités internationales de la semaine.

A. Entre Washington et La Havane, la pression monte — et les contacts aussi

Depuis la capture, en janvier 2026, du président vénézuélien — allié de La Havane —, Washington a resserré son étreinte sur Cuba : sanctions, blocus énergétique, vols de surveillance accrus. Le 20 mai, la justice américaine a rendu public un acte d'accusation contre l'ancien président cubain Raúl Castro, 94 ans, pour la destruction de deux avions en 1996 ; un groupe aéronaval croise désormais dans les Caraïbes. La Havane dénonce un dossier « frauduleux » préparant une intervention, et diffuse des images d'entraînement militaire de civils. Pourtant, le 30 mai, le général qui commande les forces américaines de la région a rencontré des responsables militaires cubains aux abords de Guantánamo, sur des questions de sécurité opérationnelle. Les pourparlers calent sans rompre, et plusieurs analystes doutent d'une intervention réelle, jugée coûteuse à l'approche des élections de mi-mandat. La menace est réelle. L'affrontement, lui, n'a pas eu lieu.

Sources — CNN ; PBS ; *Military Times* (Reuters) ; CNBC.

B. L'ONU inscrit Israël, pour la première fois, sur sa liste des violences sexuelles

Le rapport annuel du secrétaire général de l'ONU sur les violences sexuelles en temps de conflit, qui couvre l'année 2025, a inscrit fin mai les forces israéliennes — précisément le service pénitentiaire — sur la liste des parties « crédiblement suspectées » de tels actes. C'est une première en plus de quinze ans d'existence du rapport. L'ONU dit avoir vérifié des violences sexuelles, y compris comme forme de torture, contre des détenus palestiniens de Gaza et de Cisjordanie — quatorze hommes, sept femmes, neuf garçons, une fille. La Russie figure aussi sur la liste ; l'Ukraine, où des cas ont été recensés, n'y a pas été ajoutée. Israël rejette les accusations, refuse de coopérer avec la commission et l'accuse de partialité et de s'appuyer sur des sources non corroborées. L'inscription, elle, est actée.

Sources — ONU (rapport du secrétaire général sur les violences sexuelles en conflit) ; AP.

C. En Pologne, le Parlement adopte les unions civiles — le président menace d'un veto

Le Parlement polonais a adopté, fin mai 2026, un texte accordant des droits aux couples de même sexe — une forme d'union civile, proche du PACS — dans un pays qui n'en reconnaissait jusqu'ici aucune. Le vote intervient après que la Pologne a commencé, ce printemps, à transcrire les mariages homosexuels conclus dans d'autres pays de l'Union : Varsovie et Wrocław ont enregistré les premiers, à la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, en novembre 2025, puis d'une décision de la Cour administrative suprême polonaise, en mars. Les sondages donnent une majorité de Polonais favorables à de telles unions. Mais le président, conservateur, a promis d'y opposer son veto. Le texte est voté ; la loi pas encore.

Sources — Notes From Poland ; Euronews ; Cour de justice de l'Union européenne.

À nos portes

Trois sujets français qui méritent qu'on s'y arrête.

A. Sénatoriales : le RN cherche à décrocher son premier groupe

À quatre mois des sénatoriales du 27 septembre 2026, le Rassemblement national manœuvre pour constituer son premier groupe à la chambre haute. Il n'y compte aujourd'hui que trois élus, et il en faut dix pour former un groupe : il recrute donc à droite et parmi ses propres députés, en visant le Var, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes. Le scrutin est indirect — les grands électeurs sont en majorité des conseillers municipaux —, si bien que les municipales de mars pèsent directement sur la composition du Sénat. En face, La France insoumise vise une première entrée, le Parti socialiste et les écologistes redoutent un recul, la droite défend ses bastions. Le précédent reste en mémoire : en 2024, une alliance ponctuelle entre le président de la droite d'alors et le RN aux législatives avait fracturé son camp. Dernier scrutin national avant la présidentielle de 2027.

Sources — Décret du 22 avril 2026 (JO) ; LCP ; Le Monde.

B. Le SMIC monte, les grilles de la fonction publique s'écrasent

Le SMIC est revalorisé de 2,41 % au 1er juin 2026, par le jeu du mécanisme automatique qui le réindexe dès que l'inflation atteint 2 %. Mais la hausse produit un effet de bord dans la fonction publique, où le point d'indice — la base de calcul des traitements — est gelé depuis janvier 2024. Les premiers échelons passent alors sous le minimum légal et doivent être relevés par une « indemnité différentielle ». Selon les organisations syndicales, plus de 700 000 agents supplémentaires y basculeront, portant à plus d'un million le nombre de fonctionnaires payés au niveau du SMIC. Les grilles se tassent par le bas : un agent de catégorie C comptant dix-neuf ans d'ancienneté ne gagnerait plus que trente-huit euros bruts de plus qu'un débutant. L'expérience et les qualifications cessent de se voir sur la fiche de paie. Le SMIC protège les bas salaires ; le gel du point, lui, efface les écarts.

Sources — Banque des territoires (Localtis) ; Le Sens du service public ; Le Monde ; ministère du Travail.

C. La cheffe de la CGT mise en examen une deuxième fois en six mois

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a révélé le 25 mai 2026 avoir été mise en examen pour diffamation publique, après une plainte de l'entreprise Tefal, du groupe SEB, visant des propos sur une « répression patronale violente » tenus à la Fête de l'Humanité en septembre 2025. C'est sa deuxième mise en examen en six mois ; la première, en décembre, visait des propos comparant des patrons à des rats, après la plainte d'une organisation patronale. Une mise en examen n'est pas une condamnation : en droit de la presse, la plainte en diffamation ouvre quasi automatiquement une instruction, quel que soit le fond — un coût léger pour une grande entreprise, lourd pour un particulier. Le syndicat y voit une « procédure bâillon », destinée moins à gagner qu'à faire taire ; les plaignants défendent leur droit de répondre à des accusations publiques. La pratique, qui dépasse le cas des syndicats, a conduit l'Union européenne à légiférer contre elle. La justice tranchera.

Sources — AFP (via France 2, 25 mai 2026) ; CGT ; *ritimo* ; loi du 29 juillet 1881 ; directive (UE) 2024/1069 du 11 avril 2024.

Comment va la planète

Deux nouvelles du climat et du vivant.

A. Au Brésil, la déforestation au plus bas depuis 2019

Le Brésil a perdu 985 000 hectares de végétation native en 2025, soit 20,6 % de moins qu'en 2024 — le niveau le plus bas depuis le début des relevés du réseau MapBiomas, en 2019, selon son rapport publié le 27 mai. En Amazonie, le recul atteint 23,5 %, et la baisse touche les six grands biomes du pays ; le réseau l'attribue au renforcement des contrôles et des sanctions. Le chiffre ne compte pas les pertes dues aux incendies, après une saison 2024 record dont le pays a été relativement épargné en 2025. Le rythme reste vertigineux : l'agriculture pèse 99 % du recul du couvert, le Cerrado concentre plus de la moitié des destructions, et cinq arbres tombent encore chaque seconde.

Sources — MapBiomas (rapport du 27 mai 2026) ; AFP.

B. Mille cent vingt et une espèces marines tirées de l'oubli

En un an, des scientifiques ont décrit 1 121 espèces marines jusqu'alors inconnues — un requin-fantôme des mers de Corail, une éponge carnivore surnommée « boule de la mort », un ver qui loge dans le squelette de verre d'une éponge au large du Japon, des crevettes rayées dans une grotte sous-marine près de Marseille. L'annonce, faite le 19 mai 2026 à Londres, émane d'Ocean Census — la plus vaste mission de recensement du vivant marin, portée par la fondation japonaise Nippon et l'institut Nekton : treize expéditions, des fonds explorés jusqu'à 6 575 mètres. Identifier une seule espèce demande d'ordinaire plus de dix ans ; le programme accélère le travail. Mais l'essentiel tient dans ce qui manque : jusqu'à 90 % de la vie océanique reste inconnue, et moins d'un millième des fonds marins a été observé directement. On en a nommé mille. Le programme s'en est fixé cent mille.

Sources — Ocean Census (Nippon Foundation–Nekton), 19 mai 2026 ; Scientific American.

Sciences & idées

Deux moments sur lesquels s'arrêter.

A. Une encyclique sur l'IA, au milieu d'un bras de fer américain

Le 25 mai 2026, le pape a présenté Magnifica Humanitas, première encyclique — une lettre solennelle adressée par le pape à l'Église et au monde — consacrée à l'intelligence artificielle, signée dix jours plus tôt pour le 135^e anniversaire de Rerum novarum. Le texte appelle à « désarmer » l'IA — la soustraire à la compétition militaire, économique et cognitive —, refuse qu'on confie à une machine des décisions létales ou irréversibles, et rappelle que la technologie n'est jamais neutre : elle épouse les intérêts de ceux qui la conçoivent, la financent et l'emploient. Il ne nomme aucune entreprise.

La scène, elle, en disait long. Aux côtés du pape se tenait un cofondateur d'Anthropic — l'entreprise que l'administration américaine a classée, au nom de la sécurité nationale, « risque pour la chaîne d'approvisionnement », dont elle a annulé le contrat de 200 millions de dollars avec le Pentagone après son refus de voir sa technologie servir à des armes autonomes et à la surveillance de masse, et qui poursuit désormais l'État en justice. Le pape, lui, a critiqué la guerre contre l'Iran, refusé le « Board of Peace » présidentiel et jugé « dépassée » la théorie de la guerre juste — ce qui lui a valu d'être traité de « terrible » par le président. L'encyclique est d'ailleurs tombée dans une administration divisée : le secrétaire à l'Intérieur l'a raillée — « je ne savais pas que l'éditorialisation tech faisait partie du rôle de pape » —, quand le vice-président, catholique, la jugeait « très profonde ».

Deux puissances non étatiques — une Église, une entreprise — en conflit avec le même pouvoir, réunies sur une même estrade pour border la machine que ce pouvoir, lui, veut déréguler. Conviction partagée, calcul, ou simple convergence d'adversaires ? Rien ne prouve une stratégie concertée, et l'on aurait tort d'y voir un pacte. Mais l'encyclique le dit elle-même : la technologie prend le visage de ceux qui la tiennent. La question est de savoir qui, demain, la tiendra.

Sources — Vatican (Magnifica Humanitas, 15 mai 2026) ; Vatican News ; Time ; CNBC ; National Catholic Reporter.

Transparence — Mesure est rédigé avec l'assistance d'un modèle de langage conçu par Anthropic, l'une des parties évoquées ici. La rédaction s'en tient aux faits et laisse au lecteur le soin de juger.

B. Quand la pseudoscience entre dans la formation des professeurs

Le 24 avril 2026, à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) de Dijon, un séminaire intitulé « Représentations en santé et autoguérison » a été proposé à de futurs enseignants, notamment de sciences de la vie et de la Terre, dans le cadre d'un module sur la culture de la recherche. Y ont été présentés, pêle-mêle, l'effet placebo, la médecine chinoise, les « soins énergétiques » et l'idée que l'état d'esprit compterait davantage que la chimiothérapie pour guérir un cancer. Des étudiants, des enseignants et des chercheurs ont alerté. L'Université Bourgogne Europe a saisi son référent à l'intégrité scientifique, lancé une évaluation interne et nommé un administrateur provisoire à la responsabilité pédagogique de la formation.

Le fait n'est pas qu'une bévée locale. Il dit la porosité d'une institution scientifique à des récits qui ne le sont pas — et la difficulté, là même où l'on forme ceux qui enseigneront le savoir, à tracer la ligne entre ce qui se démontre et ce qui se croit. Que des étudiants et des enseignants l'aient eux-mêmes signalée est, à l'inverse, le signe que la ligne tient encore.

Sources — Le Monde (26 mai 2026) ; communiqué de l'Université Bourgogne Europe (27 mai 2026).

Culture I

Lire & penser.

Edgar Morin, ou la pensée qui relie

Edgar Morin est mort le 29 mai 2026, à 104 ans. Résistant sous l'Occupation, communiste puis rompu avec le Parti en 1951, sociologue à rebours de sa discipline, il laisse une œuvre vaste — dont une somme en six volumes, *La Méthode*, écrite sur près de trente ans. Son idée centrale tient en un mot : la complexité. Contre une science qui découpe le réel en disciplines étanches, il plaidait pour une pensée qui relie — « plus nous connaissons l'humain, moins nous le comprenons », écrivait-il, quand les savoirs le fragmentent.

On sait moins qu'il fut un pionnier de la pensée écologique. Sa conscience du sujet s'éveille en Californie, en 1969-1970, au contact de scientifiques de Berkeley ; dès les années 1970, il publie *L'an I de l'ère écologique*, et, en 1993, *Terre-Patrie* en appelle à une conscience de notre « communauté de destin » planétaire. L'écologie n'était pas, pour lui, un secteur — la défense des animaux, les degrés de trop — mais une manière de tenir ensemble la nature, l'économie, la société, la culture. C'est l'intuition de ce qu'il a nommé la polycrise : des crises nouées, dont aucune ne se dénoue seule.

Sa pensée traverse nos pages cette semaine sans y être citée. Réduire le dérèglement à une affaire de carbone — une tonne émise, une tonne captée — c'est précisément la simplification qu'il a combattue toute sa vie : une forêt, une rivière, une vie ne sont pas une tonne. À l'heure où le débat récompense la formule courte et le camp tranché, sa mort rappelle l'exigence inverse — ne pas couper les fils qu'il refusait de couper.

Sources — AFP ; *Le Monde* ; Edgar Morin, *L'an I de l'ère écologique* (2007) et *Terre-Patrie* (1993).

Culture II

Voir & écouter.

A. Colony, ou la fin du monde dans une tour de Séoul

Dix ans après *Dernier train pour Busan*, qui l'avait révélé à Cannes, le réalisateur sud-coréen Yeon Sang-ho y est revenu, en séance de minuit, avec *Colony* — en salles depuis le 27 mai. Le film enferme humains et infectés dans un gratte-ciel de Séoul frappé par une contamination partie d'une conférence scientifique ; d'abord rampantes, les créatures évoluent vers des formes toujours plus intelligentes et coordonnées. Le titre coréen, 군체, signifie « colonie », « essaim », « organisme collectif » — et c'est là que le film déborde son genre : plusieurs critiques y lisent une métaphore de l'âge des réseaux et des comportements collectifs automatisés, la tour de bureaux désertés tenant lieu de fin du monde consumériste. L'accueil est partagé : spectaculaire et gore pour les uns, divertissant mais vite oublié pour les autres. Un film de zombies qui parle, en creux, d'autre chose que de zombies.

Sources — *AlloCiné* ; *Trois Couleurs* ; *Culturopoing* ; *Screen Daily*.

B. Björk fait du musée un chant

Du 30 mai au 20 septembre 2026, la Galerie nationale d'Islande, à Reykjavik, consacre à Björk une exposition immersive, *Echolalia*, qui occupe ses quatre salles pour le festival d'art de la ville. Le titre ne désigne pas, contrairement à ce qu'on a pu lire, son prochain album, mais l'exposition elle-même — trois installations à grande échelle. La première est tirée de son album à venir, le premier depuis *Fossora* (2022) : un aperçu de sa nouvelle ère musicale. Les deux autres, *Ancestress* et *Sorrowful Soil*, sont des élégies composées pour sa mère disparue ; le requiem choral à neuf voix se déploie sur trente haut-parleurs, chacun portant une seule voix. Depuis des décennies, l'artiste tisse musique, image et technologie — sa dernière œuvre muséale, au Centre Pompidou, faisait reproduire par une intelligence artificielle les cris d'animaux disparus. *Echolalia* : la reprise d'un son entendu chez l'autre. Le titre dit la méthode.

Sources — *Galerie nationale d'Islande* (*Listasafn Íslands*) ; *Reykjavík Arts Festival* ; *artnet*.

Sport & exploits

Deux mouvements de la semaine.

A. Le PSG conserve la Ligue des champions, et entre dans un cercle très fermé

Le Paris Saint-Germain a remporté la Ligue des champions le 30 mai 2026, à Budapest, en battant Arsenal aux tirs au but (1-1 après prolongation, 4-3 t.a.b.). C'est son deuxième titre continental d'affilée, un an après le premier. Mené dès la 6^e minute, longtemps muselé par une défense anglaise verrouillée, le club a égalisé à l'heure de jeu, puis arraché la décision à la toute dernière tentative de la séance. Conserver le trophée est rare : depuis que la compétition porte ce nom, en 1992, seul le Real Madrid y était parvenu, en 2017 et 2018. Le club parisien rejoint ainsi le cercle des dynasties européennes — un statut que le projet qatari, lancé en 2011, visait depuis des années sans l'atteindre. En France, la liesse s'est doublée d'incidents : à Paris — un commissariat pris à partie, le périphérique brièvement envahi —, mais aussi à Bordeaux, Grenoble ou Agen. Le ministère de l'Intérieur a fait état de plus de trois cents interpellations sur l'ensemble du territoire.

Sources — Eurosport ; RTS ; France 24 ; franceinfo (ministère de l'Intérieur).

B. Diane Parry, seule Française en lice, passe enfin un cap

Dernière Française dans le tableau féminin de Roland-Garros, Diane Parry s'est qualifiée le 30 mai 2026 pour les huitièmes de finale — une première en Grand Chelem pour la Niçoise de 23 ans — en éliminant la sixième joueuse mondiale, l'Américaine Amanda Anisimova (6-3, 4-6, 7-6). Ancienne numéro un mondiale junior, longtemps désignée comme un espoir du tennis français, elle restait sur cinq éliminations au troisième tour d'un Majeur ; la sixième tentative a été la bonne. Elle affronte lundi la Polonaise Maja Chwalinska, 114^e mondiale, pour une place en quarts. Son parcours a fait moins de bruit que les exploits masculins de la quinzaine — un qualifié de dix-sept ans, notamment. Porter seule les couleurs françaises dans le tableau féminin, c'est aussi avancer un peu à l'ombre.

Sources — franceinfo ; Eurosport ; Olympics.com.

L'ANALYSE DE LA SEMAINE

Le grand report

Le dérèglement n'est plus niable depuis longtemps ; la canicule de mai n'a fait que le rappeler. Une vague de chaleur hors saison n'est pas un coup de chaud — c'est le signe d'un régime climatique qui se détraque. Le déni, alors, a changé de cible : il ne nie plus le désordre, il promet un futur correctif. Capture du carbone, hydrogène, puits forestiers — la stratégie climatique, française comme mondiale, parie sur des techniques encore introuvables à grande échelle, ou, pour les puits naturels, déjà en train de s'effondrer. Ce n'est pas une solution. C'est un report. Et un report se paie en temps.

1. Une chaleur de mai, un dérèglement de fond

Depuis le week-end de la Pentecôte, un dôme de chaleur stationne sur l'ouest de l'Europe. Météo-France a placé huit départements en vigilance orange canicule dès le 25 mai — une première à pareille date —, avant d'étendre l'alerte à treize, et quarante-deux départements au total. Le 26 mai, l'indicateur thermique national a atteint 24,8 °C : la journée de mai la plus chaude jamais mesurée, et près de quatre cents stations ont battu leur record mensuel. C'est aussi la canicule la plus précoce jamais enregistrée — la précédente datait du 16 juin 2022, trois semaines plus tard dans le calendrier.

Le réflexe serait d'y voir un simple coup de chaud précoce. C'est l'inverse. Une chaleur de dix à quinze degrés au-dessus des normales de saison n'est pas une journée chaude de plus — c'est une saison qui se déplace. Le réchauffement n'est que la moyenne ; le dérèglement, c'est le régime : les extrêmes qui se multiplient, les repères qui glissent. Météo-France l'énonce sans détour : de tels épisodes seront de plus en plus fréquents, précoces et intenses.

Et la France n'est qu'un point. L'Organisation météorologique mondiale a résumé l'année écoulée d'un mot — le climat de la planète n'a jamais été aussi dérégulé depuis le début des relevés. L'année 2025 figure parmi les trois plus chaudes jamais mesurées, derrière 2023 et 2024 ; les onze dernières années sont les onze plus chaudes. La moitié des terres émergées a connu un nombre anormal de jours à 32 °C ou plus. Tempêtes en Europe, en Asie et en Amérique du Nord, incendies en Espagne, au Canada, en Californie : les extrêmes ne se succèdent plus, ils se chevauchent.

Reste l'essentiel, qui n'est pas la température d'une après-midi mais le temps qui passe. 2024 fut la première année à franchir nettement le seuil de 1,5 °C fixé à Paris, et Carlo Buontempo, qui dirige le service climatique européen, tient désormais ce dépassement pour acquis. C'est le décor de tout ce qui suit. Quand l'horloge tourne, une promesse de solution pour plus tard n'est jamais neutre — elle se règle en temps qu'on n'a plus. C'est cette promesse qu'il faut examiner.

2. Demain réparera

La promesse est simple, et c'est ce qui la rend efficace : la technique fera le travail, nos modes de vie sont saufs. Plus besoin de renoncer — il suffit d'attendre la bonne machine. L'urbaniste Carlos Moreno la formule sans détour : la tech nous sauvera, et la crise « ne remet absolument pas en cause nos manières de vivre ». L'économiste Hélène Tordjman en désigne le ressort — ces plans misent sur de hautes technologies censées nous épargner tout changement de consommation et de production. Le mot d'ordre implicite : ajouter, jamais soustraire.

En France, la promesse a un budget. L'État a engagé neuf milliards d'euros dans une stratégie nationale de l'hydrogène décarboné, avec l'ambition de devenir l'un des leaders mondiaux et de produire, d'ici 2030, des carburants de synthèse pour l'aviation et le maritime. Le captage et le

stockage du carbone tiennent le même rôle dans les feuilles de route : une réponse d'ingénieur à un problème qu'on préférerait ne pas avoir à poser autrement. Chaque pari s'annonce comme une avancée — jamais comme un report.

À l'échelle du monde, la promesse se déplace de miracle en miracle. Hier les agrocarburants, puis l'hydrogène ; aujourd'hui la capture directe du dioxyde de carbone dans l'air, que des entreprises érigent en slogan ; demain la géo-ingénierie, et déjà l'intelligence artificielle, présentée comme l'alliée qui optimisera ce que nous ne voulons pas réduire. La liste s'allonge à mesure que le temps presse. C'est le propre du report : il garde toujours un cran d'avance.

Cette promesse ne nie aucun fait. Elle n'en a pas besoin. Elle ajoute un futur où la machine fera ce que nous renonçons à faire — et, ce faisant, elle autorise le présent à continuer. On a pourtant déjà entendu cette phrase. Les machines devaient nous libérer du travail : en 1930, l'économiste John Maynard Keynes annonçait que, un siècle plus tard, quinze heures de labeur par semaine suffiraient. Les machines sont venues ; le temps libre, non. La productivité a bondi, les heures sont restées. « La machine va nous sauver » est une promesse ancienne, et son bilan est connu. Reste donc la seule question qui compte : cette machine-là existe-t-elle ?

3. Les puits fantômes

La stratégie climatique repose sur un pari discret : des puits de carbone — forêts, sols — absorberont une part de ce qu'on émet. Le pari s'effondre. Selon le Haut Conseil pour le climat, qui s'appuie sur l'inventaire national, le puits des terres françaises est tombé à 14 millions de tonnes de CO₂ absorbées en 2020, contre 38 retenues par la stratégie en vigueur — le puits forestier a perdu près de la moitié de sa capacité depuis 2010, miné par les sécheresses, les incendies, la mortalité des arbres. La feuille de route comptait sur un puits près de trois fois plus gros que le réel. La France n'est pas seule : l'Agence européenne de l'environnement constate que le puits terrestre du continent décline, et que l'objectif 2030 vacille avec lui.

Reste le puits de remplacement, celui qu'on fabrique : le captage et le stockage du carbone. À l'échelle du monde, il traite une quarantaine de millions de tonnes par an, quand l'humanité en émet près de quarante milliards. Une goutte d'eau. Tenir l'objectif supposerait de multiplier les capacités par plus de cent en vingt-cinq ans. Le captage direct dans l'air coûte davantage et capte moins encore. Le gouvernement lui-même range cette technique parmi les solutions de dernier recours — et les feuilles de route s'y adossent comme si elle était la solution.

Les signes que la promesse ne tient pas sont déjà là, discrets. La cible française d'électrolyseurs à hydrogène pour 2030 a été ramenée de 6,5 à 4,5 gigawatts. Les scénarios du GIEC réservent une place majeure à des émissions négatives qui, à grande échelle, n'existent pas : ce qui fonctionne sur le papier ne se matérialise pas encore. La machine promise au mouvement précédent ne passe pas l'audit — ni à l'échelle, ni dans les délais.

Il arrive pourtant que le progrès soit réel : les émissions sur le sol français baissent. Mais cette baisse flatte. Plus de la moitié de notre empreinte carbone est importée — fabriquée ailleurs, moins cher. Nous n'avons pas seulement reporté l'effort dans le temps ; nous l'avons déplacé dans l'espace, à l'autre bout du monde. Qui paie, et où ?

4. Le report dans l'espace

Le report n'a pas qu'une dimension temporelle. Quand les émissions sur le sol français baissent, une part de cette baisse n'est qu'un déménagement. Plus de la moitié de l'empreinte carbone des Français vient de l'étranger, et l'empreinte réelle dépasse d'environ 70 % les émissions territoriales sur lesquelles le pays a pris ses engagements. On a fermé des usines ici, on achète ailleurs ce qu'on y produisait — moins cher. La courbe nationale s'améliore ; la planète, elle, ne distingue pas un carbone émis à Dunkerque d'un carbone émis à Tianjin.

Mais réduire ce déplacement au seul carbone, c'est déjà entrer dans le tunnel. Ce qu'on délocalise n'est pas qu'un gaz : c'est aussi la pollution des sols et des rivières, la destruction des milieux, l'exploitation du travail. La comptabilité carbone mesure la tonne ; elle ne voit ni la forêt rasée, ni la nappe empoisonnée, ni l'ouvrier. Et la machine verte censée nous sauver porte la même marque : l'extraction minière fournit désormais la moitié des matières premières tirées du

sol chaque année, contre un tiers en 1970, et la course aux métaux des batteries et des éoliennes frappe d'abord la biodiversité et les communautés voisines des mines. Le lithium, le cobalt, le cuivre ne tombent pas du ciel — ils s'arrachent.

Reste à savoir qui paie. Pas à parts égales : à l'échelle mondiale comme française, les 10 % les plus riches émettent près de la moitié du total, quand les 50 % les plus pauvres se tiennent déjà près de la cible qu'on prétend imposer à tous. On réclame pourtant l'effort à ceux qui pèsent le moins. Le baromètre de l'Ademe le dit par l'autre bout : les Français s'inquiètent, mais ne se disent prêts à changer que « pas tout seuls », et rangent l'environnement loin derrière le pouvoir d'achat. Chacun défend son confort ; tous les confort ne pèsent pas le même poids.

Aucun de ces gestes n'est un mensonge sur les faits ; tous gagnent du temps — contre le temps. Reste à les nommer, et à dire ce qui, alors, resterait à faire.

5. Le report a une fin

Reporter dans le temps, déplacer dans l'espace, faire porter l'effort à ceux qui émettent le moins, tout ramener à une tonne de carbone : ces gestes n'exigent même pas qu'on nie le dérèglement, qui n'est plus niable depuis longtemps. Ils demandent seulement de regarder ailleurs, d'attendre la machine, de s'en remettre à demain. C'est le déni de notre époque : non plus celui du fait, mais celui de la facture. Le premier geste contre un report, c'est de le nommer — et Mesure y reviendra, parce que la désinformation, elle, ne se fatigue pas.

Réduire la crise à un gaz, c'est la croire réparable par une autre technique : une tonne captée pour une tonne émise. Mais une forêt n'est pas une tonne, ni une rivière, ni une vie. La machine qui capterait le carbone en arrachant le vivant et en épuisant le travail ne résout rien — elle déplace. La sortie ne sera pas une machine : il n'existe pas de solution qui ne demande rien à personne.

À l'inverse du report, elle demande de soustraire plutôt que d'ajouter — car les émissions les plus simples à effacer sont celles des choses qu'on n'a pas besoin de produire. C'est le pari de la sobriété, et, plus loin, de la décroissance. Le mot fâche, et le débat reste ouvert : la France a découplé sa croissance de ses émissions territoriales, et certains soutiennent que sobriété ne rime pas avec récession ; d'autres répliquent que ce découplage est trop lent, trop partiel — qu'il ne regarde que le carbone — et qu'aucun pays en forte croissance n'a réduit ses émissions au rythme requis. Quel que soit le mot, la direction est la même : moins, plutôt qu'un demain qui produirait autant sans rien coûter.

Encore faut-il que l'effort soit juste : demander la sobriété à ceux qui sont déjà au niveau visé, c'est se tromper d'adresse. La sortie est donc politique autant qu'individuelle. Le premier numéro de ce journal le notait : là où l'écologie reste gestionnaire, elle décroche ; là où elle lie la fin du monde et la fin du mois, elle progresse. Ce qui rachète du temps n'est pas un brevet — c'est une décision : partager l'effort au lieu de le reporter.

Car le report se règle en temps. Le budget qui nous sépare de 1,5 °C se dépense au présent, pas dans le futur où la machine doit arriver. Gagner du temps contre le temps, c'est en voler à ceux qui en ont le moins. La technique promet toujours demain.

Le dérèglement, lui, est arrivé.

— J/G, rédacteur.

LA MESURE

Un chiffre, son contexte, sa portée.

51 %

La part de l'empreinte carbone des Français émise hors de France, pour fabriquer ce que nous importons.

Source — SDES, Chiffres clés du climat, édition 2025 (données 2024).

Les émissions sur le sol français baissent — c'est le chiffre qu'on cite. Mais il ne couvre que ce qu'on rejette ici. Plus de la moitié du carbone que notre consommation provoque est désormais émis ailleurs, surtout pour produire ce qu'on achète moins cher à l'autre bout du monde. La courbe nationale s'améliore ; la planète, elle, ne fait pas la différence. Mesurer ce qu'on émet chez soi, c'est mesurer la moitié du problème.

À propos de Mesure.

Le journal

Mesure. est un hebdomadaire indépendant qui paraît chaque dimanche. Il propose une lecture de l'actualité de la semaine — française, internationale, scientifique, culturelle, sportive — selon un angle personnel choisi et assumé. Le choix des sujets, leur hiérarchisation, le ton : autant de gestes faits depuis un point de vue. Mesure. ne prétend pas à la neutralité ; il promet la rigueur factuelle et la transparence sur ses choix. « Comment, c'est libre, mais les faits sont sacrés. » — C. P. Scott, Manchester Guardian, 1921.

Une rédaction, deux voix

Mesure. est rédigé par J/G, avec l'assistance d'un grand modèle de langage — pour la collecte d'informations, la vérification croisée des sources, la mise en forme préliminaire de certains paragraphes. Toutes les informations publiées font l'objet d'une double source primaire vérifiée ; les chiffres sont remontés à leur origine, jamais à une reformulation. Quand un chiffre flotte sans source primaire identifiable, il n'est pas publié. Aucun texte n'est publié tel que produit par le modèle : toutes les phrases sont relues, retravaillées et validées par J/G. La signature « — J/G » engage personnellement. Et quand un sujet touche à l'entreprise qui conçoit ce modèle, le journal le signale au lecteur, dans le corps de l'article.

Discipline éditoriale

Trois règles. Les faits sont sacrés : tout chiffre, toute citation est vérifié à la source primaire. Les forces plutôt que les personnes : Mesure. parle des partis, des mouvements et des institutions plutôt que des individus qui les incarnent — sauf quand le nom est l'information. Les niveaux séparés : les rubriques d'information rapportent les faits sans les commenter ; les analyses, signées, prennent position. Le lecteur sait à chaque instant qui parle, et pour dire quoi.

Un journal qui évolue

Mesure. n'est pas figé : périodicité, rubriques, mise en page et règles peuvent évoluer au fil des numéros. Un changement, ce dimanche : cette page paraît désormais à chaque numéro, et non plus une fois sur quatre — pour que chaque lecteur, même nouveau, sache d'emblée comment ce journal travaille. Un journal qui ne change pas, à dix ans d'écart, est un journal qui a cessé de regarder le monde.

Erreurs et corrections

Toute remarque ou signalement d'erreur factuelle est lu et pris au sérieux. Si une information s'avère erronée, une correction paraît dans le numéro suivant, sans détour.

— J/G, rédacteur.

MESURE. — Hebdomadaire indépendant • Prenez notre temps.